



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Après le 15 septembre,



LA LUTTE CONTINUE !

Bulletin Poste du NPA – 20 septembre 2016

Plus de 170 000 personnes ont de nouveau défilé jeudi 15 septembre contre la loi Travail, adoptée en août après un nouveau passage en force du gouvernement. L'été n'est clairement pas venu à bout de la détermination de dizaines de milliers de jeunes, de travailleurs et de travailleuses, toujours aussi révoltés par l'ignominie de ce gouvernement PS-MEDEF. Nous sommes toujours une large majorité dans le pays à refuser la loi El Khomri et son monde d'injustice et de reculs sociaux.

Les matraques et la prison pour toute réponse

Le gouvernement a depuis longtemps renoncé à toute prétention démocratique. C'est à coup de 49-3 qu'il a fini par imposer sa loi (avec le soutien passif des soi-disant « frondeurs » du PS et la bénédiction de la droite). C'est dans le cadre d'un état d'urgence sans cesse renouvelé qu'il a interdit des manifestations en juin dernier et qu'il s'acharne toujours contre les militants et militantes qui s'opposent à lui.

Depuis le début de la mobilisation, en mars dernier, plus d'une trentaine de syndicalistes et manifestants ont été condamnés à de la prison ferme. Et jeudi dernier, un travailleur hospitalier syndicaliste de SUD a perdu l'usage d'un œil suite à un tir de grenade par la police !

Le message du gouvernement est sans ambiguïté : pour les patrons et les puissants, les milliards et la liberté totale pour exploiter et virer les salariés. Pour ceux et celles qui osent relever la tête, se révolter, tenter de mettre en échec cette politique, une répression brutale et féroce.

Relaxe pour les Goodyear !

En 2013, le géant du pneu Goodyear a licencié 1143 ouvriers de l'usine d'Amiens. Depuis, seuls 120 d'entre eux ont retrouvé un emploi en CDI, alors que trois se sont suicidés. Le gouvernement et la justice ont-ils décidé de punir les responsables ? D'arrêter les patrons et les actionnaires qui n'hésitent pas à détruire ainsi des vies ?

Au contraire ! Ce sont huit syndicalistes qui ont été condamnés à de la prison ferme pour une prétendue « séquestration » de cadres (alors même que les cadres en question ont retiré leur plainte !). Le 19 octobre s'ouvrira leur procès en appel. Une grande mobilisation aura lieu à Amiens les 19 et 20 octobre. Tous ceux et celles qui refusent les mauvais coups et l'injustice sociale doivent y être pour exiger que les ouvriers soient relaxés. Se battre pour défendre son emploi et son avenir, ce n'est certainement pas un crime : c'est un droit plus que légitime !

Toutes et tous à Amiens !

Aux côtés des Goodyear se retrouveront les autres travailleurs et travailleuses aujourd'hui menacés de licenciement. Ils sont 5000 chez SFR (avec un risque de disparition de 1000 autres emplois chez les sous-traitants), 480 chez Alstom, 230 chez Philips, 750 chez Intel, 600 chez Servier, 500 chez HSBC, 400 chez Airbus... Et encore des centaines, voire des milliers ailleurs.

Ce monde dans lequel les salariés peuvent se faire jeter comme de vulgaires kleenex après avoir été exploités des années durant, c'est le monde rêvé du MEDEF, d'El Khomri, de Valls, de Hollande, de leur ancien ami Macron, de Juppé et Sarkozy, de Le Pen et du FN...

Leur cauchemar, ce serait une victoire en justice des travailleurs de Goodyear et la convergence de toutes les luttes. À nous de le transformer en réalité !



Vive la grève des guichetier·e·s de Paris 13ème

Depuis le mercredi 7 septembre, les agent·e·s des bureaux de Paris Jeanne d'Arc, Paris Patay et Paris Rive Gauche (13ème arrondissement) sont en grève illimitée à plus de 80%. Soutenus par les syndicats CGT, SUD et FO, les grévistes se battent contre une nouvelle restructuration qui prévoit 4 suppressions d'emplois, une diminution des horaires d'ouverture. De plus, les grévistes exigent l'embauche en CDI d'un collègue Contrat Pro. Une telle grève de plusieurs guichets, tant par sa durée que par le regroupement des 3 bureaux du secteur, ne s'était pas vue sur Paris depuis de longues années. Aux guichets comme au Courrier, regrouper les bureaux augmente le rapport de force contre nos patrons, et peut permettre de gagner face au rouleau compresseur de la boîte. Des collectes de solidarité sont organisées en soutien aux grévistes dans certains établissements parisiens. Une belle démonstration de combativité, et de solidarité !

Villeneuve-d'Ascq : à deux doigts de perdre la vie au travail ...

Le 19 février dernier, une salariée en CDD de la PDC de Villeneuve-d'Ascq s'est vue refuser plusieurs fois par sa hiérarchie la possibilité d'arrêter son travail alors qu'elle se sentait mal physiquement. Ce n'est que suite à l'intervention de syndicalistes SUD que la direction appelle finalement les secours trois heures plus tard. La postière a été transférée aux urgences et placée en soins intensifs : elle avait subi un AVC, et elle en ressort avec sa jambe gauche en partie paralysée. Elle a porté plainte contre sa hiérarchie pour non-assistance à personne en danger. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. L'un de ses collègues, qui était intervenu pour elle, par ailleurs membre du CHSCT, s'est vu suspendu de son poste et fait l'objet d'une plainte de sa hiérarchie pour « harcèlement » (pour avoir voulu convoquer un CHSCT extraordinaire suite à l'affaire), et a subi 30h de garde-à-voir... Pratique ! Une réorganisation était justement planifiée sur le bureau quelques semaines après la suspension du représentant des personnels... Une histoire révoltante, et révélatrice de la folie de ce système capitaliste.

Retour des prises de paroles à Paris 15ème

Face à la forte répression (sanctions, mises à pied...) opposée par les directions des bureaux parisiens suite à des prises de parole et des AG, les militants des syndicats SUD et CGT de

Paris 15ème ont décidé de saisir l'Inspection du Travail. Celle-ci a confirmé, après une réunion avec la direction locale, la possibilité de prendre la parole dans les travées pendant la pause des facteurs. Le retour autorisé du mégaphone dans un gros bureau parisien est un point d'appui pour rétablir cette pratique syndicale et collective dans les autres établissements. Pour contrer la propagande patronale et les mauvais coups des directions, les travailleurs et travailleuses doivent reprendre la parole dans les lieux de production, se regrouper, discuter et revendiquer collectivement ! Reprendre la parole dans nos centres, c'est la première étape pour s'organiser et résister.

20ème jour de grève à l'Hôpital Psy du Rouvray

C'est "l'hôpital de référence" en psychiatrie en Seine Maritime. Cela n'empêche pas la pénurie de personnel et la sur-occupation des lits, dans les couloirs, les bureaux, et les chambres d'isolement. Les salarié·e·s des services de soins, pourtant surchargés, ont appris récemment qu'ils seraient en "sureffectifs". A l'aide de « savants » calculs, la direction a ainsi défini des effectifs de personnels à atteindre, en dessous du strict minimum pour assurer les soins et la sécurité. En ponctionnant les agents "en trop" dans les services, elle prétend constituer une "équipe de remplacement" qui ira remplacer... le personnel manquant dans les services où l'on aura retiré des agents ! Un système qui marche sur la tête ! Depuis le 30 août, le personnel soignant a lancé une grève déterminée, reconduite chaque jour en assemblée générale, avec un piquet de grève tenu nuit et jour et des actions qui permettent l'expression de solidarité de nombreux autres salarié·e·s. Le cortège des grévistes a même ouvert la manifestation contre la loi Travail du 15 septembre à Rouen. Une grève qui montre que, dans de nombreux secteurs du monde du travail, la colère sociale n'est pas prête de s'éteindre.

Toutes et tous au procès d'Adil !

Le 23 juin dernier, la police a matraqué et gazé un groupe d'une trentaine de postier·e·s, enseignant·e·s et de salarié·e·s du travail social à un "check-point" à l'entrée d'une manifestation contre la loi Travail. Ils ont alors arrêté Adil, salarié de la PFC Gennevilliers (92) et représentant du syndicat SUD, l'ont mis à terre, lui ont mis un coup de taser... Après avoir passé 48 heures en garde-à-voir pour avoir seulement voulu manifester, il passe le **13 décembre prochain en procès au TGI de Paris**. Un rassemblement aura lieu pour le soutenir !

